

Débat : Les inégalités femmes-hommes et les atteintes aux droits des femmes en question!

Les inégalités femmes-hommes et les atteintes aux droits des femmes en question!



Avec **Cindérella Bernard** (candidate aux européennes du PCF, présidente du groupe communiste au Conseil départemental des Côtes d'Armor) **Fabienne Bodin** (féministe, commission égalité femmes-hommes de la CGT), **Pierre-Yves Liziar**, secrétaire de section du Relecq-Kerhuon et **Ismaël Dupont**, secrétaire de section du PCF.

Débat passionnant, samedi 9 mars, au Relecq-Kerhuon organisée par la section PCF à la salle Germain Bournot avant son repas de section, sur la question des droits des femmes et de l'égalité femmes-hommes.

82% des salariés à temps partiel sont des femmes, pour beaucoup des temps partiels contraints, ce sont les 2/3 des travailleurs pauvres. Les métiers fortement féminisés sont en même temps ceux qui sont bien souvent les moins bien rémunérés, où la pénibilité et la responsabilité qu'ils engendrent ne sont pas reconnus à leur juste valeur (services à la personne, maintien à domicile, assistantes maternelles, aides-soignants, caissières, ouvrières à la chaîne, AVS, vente...). Beaucoup de



femmes sont exploitées dans leur travail, dans le cadre de métiers fortement féminisés. L'orientation vers les métiers est largement conditionnée socialement avec des stéréotypes qui continuent à jouer, la maternité ou « le risque » de maternité handicape les femmes dans leur progression de carrière, leurs promotions: le fameux « plafond de mère ». L'accès aux postes de responsabilité, aux promotions, est bien souvent réservé aux hommes, dans la banque, les grandes entreprises (exemple de Total), la recherche et l'Université.

Au final, à travail de valeur égale, il y a 17% à 18% de différence de salaire entre un homme et une femme.

Les pensions de retraite sont inférieures de 40 à 42% pour les femmes.

60% des agents contractuels de la fonction publique sont des femmes avec un État qui se conduit de manière scandaleuse vis-à-vis de nombre de ses salariées précaires, souvent au nom d'un traitement social du chômage qui enferme de la précarité des salariés dont le service public a besoin.

Ce n'est pas la suppression d'un milliard d'euros dans le budget du secteur dépendance, a rappelé Cindérella Bernard, qui va améliorer les choses.

Nous avons aussi échangé sur le drame bien trop quotidien et **ordinaire des violences faites aux femmes:** 85 000 viols ou tentatives de viols, le plus souvent dans la famille, ou l'entourage immédiat, 220 000 femmes battues ou sequestrés dans le cadre de la famille, 30 féminicides depuis le début 2019. 20% des femmes qui estiment avoir déjà été agressées sexuellement. Des dizaines de tentatives de viols encore sur le lieu de travail cette année. Beaucoup d'agresseurs qui continuent à agresser, intimider, humilier en toute impunité une fois que le cycle de violence sexiste et sexuel est ouvert.

C'est possible aussi parce qu'il existe une culture machiste

sous-jacente qui s'exprime au quotidien dans la politique (Cindérella Bernard a donné des exemples particulièrement évocateurs), le travail, les relations familiales. En même temps, les jeunes femmes bien souvent n'acceptent plus les droits que s'arrogent les hommes sur elles au nom de la « galanterie » ou du désir.



Nous avons aussi évoqué la question des attachements sexuels et viols révélés à l'intérieur de notre organisation ces derniers jours, avec la difficulté pour les

femmes victimes d'être prises au sérieux face à leurs agresseurs.

Ces derniers temps, il y a eu des régressions sur la législation en matière de sanctions pénales et de qualification pénale du harcèlement sexuel et sexiste (outrage, attouchement, viol, etc.). Parallèlement, les collectivités enlèvent des moyens aux associations et centres qui accompagnent les femmes victimes de violence.

T
o
u
t
e
s
l
e
s
q
u
e
s
t
i
o

EGALITE SALARIALE



IL Y A

URGENCE !



Nous communistes, femmes, féministes, soutenons les revendications des gilets jaunes, violets, roses et arc en ciel contre le gouvernement et pour le pouvoir d'achat. Nous voulons une augmentation de salaire immédiate ! **Nous voulons l'égalité de salaire mais aussi l'égalité professionnelle !**

'égalité femmes-hommes n'ont pu être abordées (notamment

l'influence des fondamentalismes religieux, la question de la liberté de choix, de la laïcité, menaces sur l'IVG, moyens prévention contraception et MST) mais ce sera très certainement l'objet de nouveaux débats, **une commission Féminisme venant de se mettre en place dans le Finistère au PCF avec une grosse activité ces 15 derniers jours pour préparer le 8 mars, la journée internationale de lutte pour le droit des femmes.**